

# Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Victoriaville | 39062 |

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Catherine Ouellet, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Victoriaville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature



Date 5 juillet 2021

# Table des matières

## États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

## Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil de la "VILLE DE VICTORIAVILLE"

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la "VILLE DE VICTORIAVILLE", qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la "VILLE DE VICTORIAVILLE" inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 qui portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états consolidés**

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le «Rapport du maire - Faits saillants du rapport financier 2020», mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Nous avons obtenu le «Rapport du maire - Faits saillants du rapport financier 2020» avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la "VILLE DE VICTORIAVILLE" ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la "VILLE DE VICTORIAVILLE".

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;

· Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la "VILLE DE VICTORIAVILLE" à cesser son exploitation;

· Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

A handwritten signature in blue ink, reading "Josée Laflamme, CPA Auditrice, CGA". The signature is written in a cursive style.

JOSÉE LAFLAMME, CPA AUDITRICE. CGA  
VICTORIAVILLE, LE 5 JUILLET 2021

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	72 633 800	72 739 721	68 893 631
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 209 800	4 219 447	4 099 964
Quotes-parts	3			
Transferts	4	8 912 550	11 886 077	15 867 535
Services rendus	5	6 374 904	4 728 193	6 492 220
Imposition de droits	6	1 816 100	2 875 056	2 646 507
Amendes et pénalités	7	1 449 000	1 417 590	1 405 285
Revenus de placements de portefeuille	8	100 000	65 162	272 879
Autres revenus d'intérêts	9	373 000	240 451	389 315
Autres revenus	10	982 847	1 255 488	2 289 470
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12		101 110	
	13	96 852 001	99 528 295	102 356 806
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	11 388 600	10 995 173	11 091 215
Sécurité publique	15	11 907 100	11 262 251	11 342 241
Transport	16	21 928 250	20 397 776	21 717 200
Hygiène du milieu	17	22 793 700	21 967 590	22 355 175
Santé et bien-être	18	1 669 400	1 526 139	1 455 564
Aménagement, urbanisme et développement	19	7 629 624	4 619 858	5 431 288
Loisirs et culture	20	16 955 500	18 307 897	16 377 978
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 098 010	2 719 811	2 694 189
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	97 370 184	91 796 495	92 464 850
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	(518 183)	7 731 800	9 891 956
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		202 165 756	192 245 016
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			28 784
Solde redressé	28		202 165 756	192 273 800
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		209 897 556	202 165 756

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 304 681	
Débiteurs (note 5)	2	39 968 607	34 854 342
Prêts (note 6)	3	22 522	22 522
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 776 661	1 923 724
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	129 288	158 455
	8	44 201 759	36 959 043
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		177 111
Emprunts temporaires (note 10)	10		421 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 910 389	15 125 758
Revenus reportés (note 12)	12	2 102 923	1 268 423
Dette à long terme (note 13)	13	92 003 959	85 340 159
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	5 659 500	5 566 700
Autres passifs (note 14)	15		
	16	112 676 771	107 899 151
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)</b>	17	(68 475 012)	(70 940 108)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 16)	18	273 788 649	268 364 974
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	2 366 894	2 413 688
Stocks de fournitures	20	1 761 558	1 834 121
Autres actifs non financiers (note 18)	21	455 467	493 081
	22	278 372 568	273 105 864
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	209 897 556	202 165 756

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(518 183)	7 731 800	9 891 956
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	18 219 000 )(	19 860 151 )(	31 521 582 )
Produit de cession	3		12 613	161 457
Amortissement	4	13 714 700	14 284 833	14 807 657
(Gain) perte sur cession	5		(12 613)	89 432
Réduction de valeur / Reclassement	6		151 643	1 820
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(4 504 300)	(5 423 675)	(16 461 216)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		46 794	802 078
Variation des stocks de fournitures	10		72 563	(211 627)
Variation des autres actifs non financiers	11		37 614	(130 198)
	12		156 971	460 253
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	15	(5 022 483)	2 465 096	(6 109 007)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(70 940 108)	(64 831 101)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(70 940 108)	(64 831 101)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	20		(68 475 012)	(70 940 108)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 731 800	9 891 956
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	14 284 833	14 807 657
Autres			
▪ Gain immo & cession promoteur	3	(873 640)	(1 027 642)
▪ Réduct. de valeur immo & plac.	4	171 930	91 413
	5	21 314 923	23 763 384
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(5 114 265)	(4 788 117)
Autres actifs financiers	7	29 167	47 816
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(2 215 369)	968 299
Revenus reportés	9	834 500	(24 047)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	92 800	(48 000)
Propriétés destinées à la revente	11	46 794	768 634
Stocks de fournitures	12	72 563	(211 627)
Autres actifs non financiers	13	37 614	(132 812)
	14	15 098 727	20 343 530
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15 (	18 999 125 )	( 30 371 064 )
Produit de cession	16	12 613	161 457
	17	(18 986 512)	(30 209 607)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 (	66 785 )	( 66 785 )
Remboursement ou cession	19	100 000	114 618
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 (	)	( 423 461 )
Cession	21	93 561	
	22	126 776	(375 628)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	24 383 883	28 071 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	17 690 722 )	( 14 575 313 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(421 000)	(4 124 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(29 360)	(100 001)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	6 242 801	9 271 686
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	2 481 792	(970 019)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(177 111)	792 908
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	(177 111)	792 908
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	34	2 304 681	(177 111)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Victoriaville est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c. C-19).

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariats**

S.O.

**a) Périmètre comptable**

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants : Taxibus Victoriaville, la Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville ainsi que la Corporation récréative Victoriaville.

**b) Partenariats**

S.O.

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**C) Actifs**

S.O.

**a) Actifs financiers**

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**Placements**

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

**b) Actifs non financiers**

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de

vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont

amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes ou moindre dans l'éventualité où la durée de vie estimative serait

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

inférieure :

Infrastructures : 15 à 40 ans  
 Bâtiments : 15 à 40 ans  
 Véhicules : 3 à 20 ans  
 Ameublement et équipement de bureau : 5 à 10 ans  
 Machinerie, outillage et équipement : 10 à 20 ans  
 Autres : 1 à 40 ans

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

**D) Passifs**

**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'escompte, d'émission et de refinancement liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières ou de valeurs locatives et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

**Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus comme « Autres contributions de promoteurs » pour les travaux de troisième étape à l'égard d'ententes relatives à des travaux municipaux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par l'entente.

**E) Revenus**

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus ;

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

**Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**F) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert aux pompiers par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés.
- Autres :
  - pour l'utilisation du stade de baseball : selon la durée initiale prévue dans l'entente, soit 25 ans.

**H) Instruments financiers**

S/O

**I) Autres éléments**

**Dépréciation d'actifs à long terme**

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 304 681	740 200
Découvert bancaire	2 (	)	( 917 311 )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>2 304 681</b>	<b>(177 111)</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		5 988 240

**Note****5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	8 069 236	2 430 031
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	18 463 326	17 419 549
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	10 441 613	10 148 807
Organismes municipaux	15	82 779	72 995
Autres			
▪ Contribuables	16	2 136 817	4 303 034
▪ Droits de mutations	17	774 836	479 926
	18	39 968 607	34 854 342
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	13 130 653	10 149 551
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	13 130 653	10 149 551
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	357 204	539 145

**Note****6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24	22 522	22 522
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28	22 522	22 522
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**Note****7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	1 024 954	1 078 456
Autres placements	31	751 707	845 268
	32	1 776 661	1 923 724
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note****8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(2 951 000)	(2 959 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 708 500)	(2 607 700)
	37	(5 659 500)	(5 566 700)
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 358 000	2 387 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	139 400	154 900
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	126 200	122 100
Régimes de retraite des élus municipaux	42	99 900	98 700
	43	2 723 500	2 762 700

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45	129 288	158 455
	46	129 288	158 455

**Note****10. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit autorisée de 25 000 000 \$, au taux préférentiel, renégociable annuellement.

La Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville dispose d'une marge de crédit autorisée de 250 000 \$, au taux préférentiel majoré de 1,5 %, renégociable en juin 2021.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**11. Crédeurs et charges à payer**

		2020	2019
Fournisseurs	47	4 139 551	4 856 314
Salaires et avantages sociaux	48	3 591 364	3 576 438
Dépôts et retenues de garantie	49	2 106 486	3 058 415
Provision pour contestations d'évaluation	50	47 983	276 533
Autres			
▪ Gouv. du Qc et ses entreprises	51	1 100 489	1 848 401
▪ Organismes municipaux	52	1 265 075	740 503
▪ Intérêts courus sur DLT	53	554 025	591 897
▪ Commissions scolaires	54	63	25 357
▪ Autres courus et passifs	55	105 353	151 900
	56	12 910 389	15 125 758

**Note****12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	1 646	788
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	119 515	48 506
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Util. stade baseball CSSBF	67	374 110	398 118
▪ Transferts	68	1 495 024	611 848
▪ Divers	69	112 628	209 163
▪	70		
	71	2 102 923	1 268 423

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,55	3,40	2021	2050	72	89 538 042	82 587 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
<b>Autres dettes à long terme</b>							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		889 405
Autres		2,83	2021	2021	79	3 147 114	2 514 691
					80	92 685 156	85 991 996
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	( 681 197 )	( 651 837 )
					82	92 003 959	85 340 159

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		8 282 229		3 147 114	11 429 343
2022	84		7 381 669			7 381 669
2023	85		6 870 367			6 870 367
2024	86		7 281 865			7 281 865
2025	87		6 773 564			6 773 564
2026 et plus	88		52 948 348			52 948 348
	89		89 538 042		3 147 114	92 685 156
Intérêts et frais accessoires	90					
	91		89 538 042		3 147 114	92 685 156

**Note****14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

		<b>2020</b>	<b>2019</b>
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(68 475 012)	(70 940 108)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 (	)	)
Autres	101 (	)	)
	102	(68 475 012)	(70 940 108)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**16. Immobilisations**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	103	61 490 230	2 899 776	7 606 480	56 783 526
Eaux usées	104	133 978 335	5 168 677	11 872 704	127 274 308
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	128 947 452	7 955 646	5 362 901	131 540 197
Autres					
▪ Parcs, stationnements & autres	106	29 523 510	2 349 441	124 625	31 748 326
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	61 394 542	1 174 817		62 569 359
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	3 637 564	217 708	219 218	3 636 054
Ameublement et équipement de bureau	112	4 713 849	449 260	269 234	4 893 875
Machinerie, outillage et équipement divers	113	8 965 201	137 669	306 088	8 796 782
Terrains	114	10 869 630	279 739		11 149 369
Autres	115	2 052 896	16 253	680 577	1 388 572
	116	445 573 209	20 648 986	26 441 827	439 780 368
Immobilisations en cours	117	4 036 300	(788 835)		3 247 465
	118	449 609 509	19 860 151	26 441 827	443 027 833
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	119	30 595 533	1 502 552	7 659 495	24 438 590
Eaux usées	120	61 316 785	3 229 405	11 772 763	52 773 427
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	48 352 360	5 289 671	5 362 901	48 279 130
Autres					
▪ Parcs, stationnements & autres	122	9 941 783	1 394 252	124 625	11 211 410
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	19 900 364	1 603 840		21 504 204
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	2 003 201	140 026	219 218	1 924 009
Ameublement et équipement de bureau	128	3 238 990	485 091	269 234	3 454 847
Machinerie, outillage et équipement divers	129	4 739 581	566 817	200 178	5 106 220
Autres	130	1 155 938	73 179	681 770	547 347
	131	181 244 535	14 284 833	26 290 184	169 239 184
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	132	268 364 974			273 788 649
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133	1 229 165		1 229 165	
Amortissement cumulé	134	( 250 955 )	( 56 337 )	( 307 292 )	
Valeur comptable nette	135	978 210			

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**17. Propriétés destinées à la revente**

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137	2 355 436	2 402 230
Autres	138	11 458	11 458
	139	2 366 894	2 413 688
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	2 366 894	2 413 688

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Autres FPA	142	455 467	493 081
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	455 467	493 081

**Note****19. Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles qui concernent principalement des contrats de location, des ententes de services pour le déneigement et la collecte des ordures, des travaux en infrastructures ainsi que l'octroi de subventions, la Ville ainsi que les organismes de son périmètre comptable, se sont engagés à effectuer des versements pour un montant global de 18 944 708 \$. Les montants qui seront versés au cours des cinq prochains exercices sont estimés comme suit :

2021	12 642 613 \$	(1 142 515 \$ avec des organismes apparentés)
2022	2 535 003 \$	(1 181 686 \$ avec des organismes apparentés)
2023	1 714 759 \$	(1 126 361 \$ avec des organismes apparentés)
2024	1 109 588 \$	( 786 615 \$ avec des organismes apparentés)
2025	942 745 \$	( 645 000 \$ avec des organismes apparentés)

**Traitement des matières résiduelles**

De plus, la Ville de Victoriaville s'est engagée pour une période d'un an, jusqu'au 31 décembre 2021, pour le traitement des matières résiduelles. Le coût pour le traitement par tonne métrique pour le prochain exercice est de 70 \$ pour les déchets, 175 \$ pour les matières recyclables, 80 \$ pour les matières organiques et 24 \$ pour les redevances à l'enfouissement.

**Entente de services pour la gestion de parc d'équipement roulant**

Ensuite, la Ville de Victoriaville s'est engagée auprès du Centre de gestion de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

l'équipement roulant (CGER) en vertu d'une entente relative à la fourniture de services de gestion de parc d'équipement roulant venant à échéance en juillet 2024. Au terme de l'entente, celle-ci est renouvelable pour une période additionnelle de cinq ans.

La principale obligation de la Ville en vertu de cette entente concerne la location de véhicules clé en main. Les tarifs de location sont établis pour chaque véhicule loué en fonction de leur durée de vie utile, déterminée par le CGER. Le CGER a la possibilité d'indexer les tarifs de location au 1er avril de chaque année, sans toutefois dépasser le dernier IPC publié par Statistique Canada pour la province de Québec.

Advenant le cas où la Ville de Victoriaville ou le CGER souhaiterait mettre fin à l'entente à son échéance, les parties disposeraient d'un an pour négocier d'une convention de sortie qui déterminera les modalités selon lesquelles les parties termineront leur relation d'affaires. Cette convention de sortie devra entre autres prendre en considération le coût de relocalisation des unités appartenant au CGER qui ne serviront plus les besoins de la Ville.

Le montant total versé au CGER au cours de l'exercice 2020 pour la gestion de son parc d'équipement roulant représente 3 490 260 \$. Annuellement, ce montant peut varier en fonction des ajouts et des retraits apportés à la flotte de véhicules loués ainsi que des réparations effectuées sur les véhicules, facturables au taux horaire.

**Lettre de crédit**

Finalement, la Ville de Victoriaville s'est engagée, par le biais de l'émission d'une lettre de crédit en faveur du Ministère des Pêches et Océans Canada, à déboursier une somme de 45 000 \$ afin de respecter les conditions relatives au plan compensatoire et à la surveillance de la réfection de 3 ponceaux situés dans le bassin versant de la rivière Bulstrode et de la réfection de 3 ponceaux dans le cadre du projet « Godefroy Amont ». Au 31 décembre 2020, le solde de cette obligation était de 33 171 \$.

**20. Droits contractuels**

**Ententes de services de publicité**

La Ville de Victoriaville a signé des ententes de services de publicité dans lesquelles les entités s'engagent pour les années futures à verser une somme globale de 62 000 \$. La Ville de Victoriaville prévoit recevoir les sommes suivantes:

2021	31 000 \$
2022	31 000 \$

**Ententes de services de loisirs**

La Ville de Victoriaville a aussi signé des ententes de services de loisirs dans lesquelles les entités s'engagent pour les années futures à verser une somme globale de 2 121 586 \$. La Ville de Victoriaville prévoit recevoir les sommes suivantes:

2021	1 048 228 \$
------	--------------

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

2022 1 073 358 \$

**Subventions pluriannuelles**

La Ville de Victoriaville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés.

Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 2 556 677 \$ sur une période de 19 ans.

L'échéancier de ces subventions au cours des cinq prochains exercices est de 303 414 \$ en 2021, 273 158 \$ en 2022, 256 216 \$ en 2023, 238 688 \$ en 2024 et 220 552 \$ en 2025.

**Programmes de subventions**

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, la Ville de Victoriaville et le gouvernement du Québec ont signé des ententes dans lesquelles le gouvernement du Québec s'engage à verser une somme de 9 924 357 \$. La municipalité doit également investir une somme de 6 982 529 \$ avant le 31 décembre 2023, une somme de 2 100 000 \$ avant le 25 novembre 2022, une somme de 1 624 794 \$ avant le 31 mars 2025 et une somme de 3 234 989 \$ avant le 31 mars 2027. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenus relativement à cette partie de l'accord.

Dans le cadre d'un programme de subvention pour la lutte contre les changements climatiques, la Ville de Victoriaville et le gouvernement du Québec ont signé une entente dans laquelle le gouvernement du Québec s'engage à verser une somme de 973 412 \$. La municipalité doit également investir une somme de 1 342 030 \$ avant le 30 septembre 2022. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenus.

Dans le cadre d'un programme de subvention pour le projet de protection et de sécurisation de l'approvisionnement en eau potable dans le réservoir Beudet, la Ville de Victoriaville et le gouvernement du Canada ont signé une entente dans laquelle le gouvernement du Canada s'engage à verser une somme de 90 559 \$. La municipalité doit également investir une somme de 70 749 \$ avant le 28 février 2022. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenus relativement à cette partie de l'accord.

Finalement, dans le cadre d'un programme de subvention pour soutien à la mise à niveau et à l'amélioration des sentiers et des sites de pratique d'activités de plein air 2018-2021, la Ville de Victoriaville et le gouvernement du Québec ont signé une entente dans laquelle le gouvernement du Québec s'engage à verser une somme de 67 818 \$. La municipalité doit également investir une somme de 113 030 \$ avant le 30 septembre 2022. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenus.

**21. Passifs éventuels**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
Coop. des travailleurs de Théâtre B-F	350 000	276 196	290 854
	148	350 000	276 196
		276 196	290 854

**Endettement total net à long terme**

L'endettement total net à long terme de la Ville de Victoriaville inclut la quote-part dans la dette nette à long terme de la MRC d'Arthabaska relativement à leur participation dans la Société de développement durable d'Arthabaska et le centre administratif. La MRC détient un actif correspondant à la dette totale.

Au 31 décembre 2020, le solde de la quote-part de la Ville de Victoriaville dans le solde de la dette à long terme de la MRC d'Arthabaska est de 8 465 314 \$.

**B) Auto-assurance**

S.O.

**C) Poursuites**

La Ville est poursuivie en responsabilité civile dans plusieurs dossiers pour un montant total de 712 355 \$, suite à des événements survenus au cours des années 2017, 2018, 2019 et 2020.

Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

Les dépenses pour couvrir les réclamations seront affectées aux résultats dans l'année du règlement de la cause.

**D) Autres**

S.O.

**22. Actifs éventuels**

S.O.

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**24. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidés. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

**25. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

## 26. Apparentés

### **Subventions - aides au fonctionnement**

Au cours de l'exercice, la Ville de Victoriaville a octroyé des subventions à titre d'aide au fonctionnement à divers organismes soumis au contrôle partagé de l'un ou de plusieurs de ses élus municipaux. Les subventions versées totalisent 1 729 070\$ et représentent des paiements de transferts discrétionnaires. Les subventions sont donc considérées être conclues à des valeurs différentes de celle qui auraient été établies si les parties n'avaient pas été apparentées.

Au cours de l'exercice, la Ville de Victoriaville a également octroyé une subvention à titre d'aide au fonctionnement à un organisme soumis au contrôle partagé de la conjointe d'un principal dirigeant. La subvention versée au montant de 645 000 \$ représente un paiement de transfert discrétionnaire. La subvention est donc considérée être conclue à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

### **Entente de services**

En vertu de différentes ententes de services conclues avec la MRC d'Arthabaska, la Ville de Victoriaville a constaté des services rendus totalisant 416 300 \$ au cours de l'exercice. Ce montant inclus les services rendus en lien avec l'entente de communication, l'entente de services informatiques, l'entente de géomatique et l'entente de répartition incendie.

Il n'existe aucune valeur de marché reconnue pour ce type d'ententes.

### **Locations gratuites**

Au cours de l'exercice, la Ville de Victoriaville a permis à un organisme soumis au contrôle partagé de la conjointe d'un principal dirigeant de louer gratuitement certaines de ses installations sportives et récréatives. Selon les tarifs de location de la Ville en vigueur pour l'exercice 2020, une somme totale de 107 500 \$ aurait due être facturée à cet organisme.

Également, la Ville de Victoriaville a loué gratuitement certaines des installations sportives et récréatives de ce même organisme. Selon les tarifs de location en vigueur pour l'exercice 2020, une somme totale de 74 400 \$ aurait due être versée à cet organisme à titre de dépense de location.

### **Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville**

Au cours de l'exercice, la Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville (CIIV) a octroyé une subvention de 59 765 \$ à titre d'aide au fonctionnement à un organisme soumis au contrôle partagé de deux des élus municipaux de la Ville de Victoriaville. La subvention versée constitue un paiement de transfert discrétionnaire et est donc considérée être conclue à une valeur moindre de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

La Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville (CIIV) a aussi versé des honoraires professionnels à un organisme soumis au contrôle partagé de deux des élus municipaux de la Ville de Victoriaville pour un montant total de 361 608 \$. L'entente a été conclue à une valeur moindre de celle qui aurait été

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

Finalement, la Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville (CIIV) a perçu des revenus de loyer auprès d'un organisme soumis au contrôle partagé de deux des élus municipaux de la Ville de Victoriaville pour un montant total de 49 420 \$. L'entente a été conclue à une valeur moindre de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

## **27. Opération de restructuration**

En date du 1er octobre 2020, la Corporation des politiques sociales, organisme contrôlé par la Ville de Victoriaville, a été dissoute.

Suite à une volonté des élus ainsi qu'à une recommandation d'une firme externe lors d'un diagnostic organisationnel du service du loisir, de la culture et de la vie communautaire, il a été décidé d'intégrer les politiques sociales au sein de la Ville. Cette décision a été prise afin d'exercer une bonne gestion des talents en éliminant l'insatisfaction et la perception d'iniquité liée à des classes ou des séparations inutiles.

Au cours de l'exercice financier 2019, les employés de la Corporation des politiques sociales sont devenus des employés de la Ville. Toutefois, les dépenses autres que les salaires, en lien avec les politiques sociales, sont demeurées dans la Corporation des politiques sociales, et ce, jusqu'à la date de sa dissolution.

À la date de la restructuration, la Ville a reçu de la Corporation des politiques sociales de la trésorerie d'une valeur nette comptable de 98 528 \$, des débiteurs d'une valeur nette comptable de 2 659 \$ et des créditeurs d'une valeur nette comptable de 77 \$.

L'effet net de l'opération de restructuration, au montant de 101 110 \$, a été comptabilisé à titre de revenus au poste « effet net des opérations de restructuration » à l'état des résultats.

Suite à la restructuration, un montant de 2 436 \$ a été comptabilisé à titre de charge de santé et bien-être - autres et un montant de 101 \$ a été comptabilisé à titre de revenu de placement de portefeuille dans l'état des résultats de la Ville, relativement aux responsabilités transférées par la Corporation des politiques sociales.

## **28. Évènements postérieurs à la date des états financiers**

### **Octroi de contrats de construction**

Lors de la séance extraordinaire du conseil du 19 avril 2021, deux importants contrats de construction ont été octroyés. Un 1er contrat au montant de 22 646 662 \$, taxes non incluses, a été octroyé dans le cadre des travaux de restauration du réservoir Beaudet, lot 1 (réserve d'eau brute et travaux connexes). Un 2e contrat au montant de 16 496 630 \$ taxes non incluses, a été octroyé en vue des travaux de restauration du réservoir Beaudet, lot 2 (usine de déshydratation, poste de suppression et conduite de refoulement des sédiments).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Un règlement d'emprunt de 50 000 000 \$ est prévu pour financer l'ensemble des travaux reliés à la restauration du réservoir Beaudet, qui se dérouleront sur une période de 3 ans, donc jusqu'en 2023.

Également, la Ville a obtenu la confirmation d'une subvention du gouvernement fédéral pouvant atteindre 40 % du total des coûts admissibles du projet, jusqu'à concurrence de 16 000 000 \$. Toutefois, cette subvention est conditionnelle à la signature d'une entente de contribution avec le gouvernement provincial, au montant de 16 000 000 \$ également. À la date d'approbation des états financiers, aucune confirmation n'avait encore été obtenue de la part du gouvernement provincial à cet effet.

**Acquisition d'un bâtiment**

En date du 18 mai 2021, la Ville a signé une promesse d'achat, conjointement avec un autre organisme de service public, l'engageant à procéder à l'acquisition d'un bâtiment administratif au montant de 1 100 000 \$, plus taxes, au plus tard le 1er juin 2023.

**29. Chiffres comparatifs**

Certains chiffres de l'exercice 2019 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2020.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020			Total consolidé
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
<b>Revenus</b>								
<b>Fonctionnement</b>								
1 Taxes	68 824 742	71 999 800	72 815 394				72 712 381	
2 Compensations tenant lieu de taxes	4 099 964	4 209 800	4 219 447				4 219 447	
3 Quotes-parts								
4 Transferts	4 848 199	5 094 600	7 568 826	4 526 491			7 588 826	
5 Services rendus	5 541 381	5 338 300	4 168 771	587 600			4 728 193	
6 Imposition de droits	2 646 507	1 816 100	2 875 056				2 875 056	
7 Amendes et pénalités	1 405 285	1 449 000	1 417 590				1 417 590	
8 Revenus de placements de portefeuille	262 411	100 000	57 429	7 733			65 162	
9 Autres revenus d'intérêts	389 315	373 000	240 451				240 451	
10 Autres revenus	573 184	167 800	206 442	255 642			371 392	
11 Effet net des opérations de restructuration			101 110				101 110	
12	88 590 988	90 548 400	93 670 516	5 377 466			94 319 608	
<b>Investissement</b>								
13 Taxes	167 237	634 000	27 340				27 340	
14 Quotes-parts								
15 Transferts	11 018 094	3 818 000	4 288 493	8 758			4 297 251	
16 Imposition de droits								
Autres revenus								
17 Contributions des promoteurs	1 224 650	35 000	861 027				861 027	
18 Autres	89 415		23 069				23 069	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux								
19								
20	12 499 396	4 487 000	5 199 929	8 758			5 208 687	
21	101 090 384	95 035 400	98 870 445	5 386 224			99 528 295	
<b>Charges</b>								
Administration générale	10 593 520	10 897 800	10 464 186		530 987		10 995 173	
Sécurité publique	10 999 181	11 638 500	10 881 610		380 641		11 262 251	
Transport	15 789 965	16 081 200	14 313 022	1 841 407	5 860 534		20 397 776	
Hygiène du milieu	16 401 029	17 340 200	16 861 420		5 106 170		21 967 590	
Santé et bien-être		1 661 300	1 506 006		20 133		1 526 139	
Aménagement, urbanisme et développement	5 021 426	6 795 200	4 251 358		99 569		4 619 858	
Loisirs et culture	14 004 483	14 751 400	16 135 866	2 255 026	2 115 273		18 307 897	
Réseau d'électricité								
29 Frais de financement	2 563 758	2 971 300	2 616 520	106 021			2 719 811	
30								
31 Effet net des opérations de restructuration	14 636 847	13 714 700	14 113 307		14 113 307			
32 Amortissement des immobilisations	91 455 201	95 851 600	91 143 295	5 379 584			91 796 495	
33	9 635 183	(816 200)	7 727 150	6 640			7 731 800	
34								
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>								

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
1	9 635 183	(816 200)	7 727 150	6 640	7 731 800		
2	12 499 396	4 487 000	5 199 929	8 758	5 208 687		
3	(2 864 213)	(5 303 200)	2 527 221	(2 118)	2 523 113		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
4	14 636 847	13 714 700	14 113 307	171 526	14 284 833		
5	139 800		12 613		12 613		
6	89 432		(12 613)		(12 613)		
7	1 820		151 643		151 643		
8	14 867 899	13 714 700	14 284 950	171 526	14 436 476		
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
9	725 367		46 794	91 592	47 694		
10	33 444						
11	758 811		46 794	91 592	47 694		
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et des partenariats commerciaux</b>							
12	14 618	50 000		100 000	100 000		
13							
14	89 268	20 000	18 221	2 065	20 286		
15	103 886	70 000	18 221	102 065	120 286		
<b>Financement</b>							
16							
17	7 078 031	7 345 500	7 575 912	222 866	7 783 168		
18	(7 078 031)	(7 345 500)	(7 575 912)	(222 866)	(7 783 168)		
19	1 135 847	73 500	722 091	120 142	751 541		
20							
21	53 865		180 218		180 218		
22	(281 720)	(131 300)	(55 049)		(55 049)		
23	(805 211)	(931 200)	(2 373 007)		(2 373 007)		
24							
25	(2 168 913)	(1 136 000)	(2 969 929)	(120 142)	(2 999 379)		
26	6 483 652	5 303 200	3 784 124	22 175	3 821 909		
27	3 619 439		6 311 345	20 057	6 345 022		

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	12 499 396	5 199 929	8 758	5 208 687
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
Acquisition	2	( 249 744 )	( 1 132 665 )	( )	( 1 076 859 )
Administration générale	3	( 1 893 808 )	( 5 982 )	( )	( 5 982 )
Sécurité publique	4	( 11 463 179 )	( 9 305 522 )	( 11 434 )	( 9 316 956 )
Transport	5	( 12 515 829 )	( 8 096 814 )	( )	( 8 087 470 )
Hygiène du milieu	6	( 43 531 )	( 69 276 )	( )	( 69 276 )
Santé et bien-être	7	( 342 )	( 600 )	( 25 874 )	( 26 474 )
Aménagement, urbanisme et développement	8	( 5 313 293 )	( 1 277 134 )	( )	( 1 277 134 )
Loisirs et culture	9	( )	( )	( )	( )
Réseau d'électricité	10	( 31 479 726 )	( 19 887 993 )	( 37 308 )	( 19 860 151 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	11	( 680 )	( )	( 91 592 )	( 900 )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Emission ou acquisition	12	( 66 785 )	( 66 785 )	( )	( 66 785 )
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	21 643 669	11 605 089		11 539 939
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	14	1 135 847	722 091	120 142	751 541
Excédent accumulé	15		195 590		195 590
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 362 078	15 000		15 000
Excédent de fonctionnement affecté	17	168 056	34 552		34 552
Reserves financières et fonds réservés	18	2 665 981	967 233	120 142	996 683
	19	( 7 237 541 )	( 7 382 456 )	( 8 758 )	( 7 391 214 )
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	<b>5 261 855</b>	<b>( 2 182 527 )</b>		<b>( 2 182 527 )</b>

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

	2019		2020		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)		928 331	1 016 661	2 304 681	
Débiteurs (note 5)	34 726 213	39 972 063	538 287	39 968 607	
Prêts (note 6)	22 522	22 522		22 522	
Placements de portefeuille (note 7)	149 298	197 861	1 578 800	1 776 661	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)			1 065 668	129 288	
Autres actifs financiers (note 9)			4 199 416	44 201 759	
	34 898 033	41 120 777	4 199 416	44 201 759	
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)		917 311			
Emprunts temporaires (note 10)		421 000			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	14 826 739	12 604 080	974 210	12 910 389	
Revenus reportés (note 12)	1 210 029	2 047 615	304 332	2 102 923	
Dettes à long terme (note 13)	82 929 178	89 909 773	3 093 726	92 003 959	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		5 659 500		5 659 500	
Autres passifs (note 14)					
	105 870 957	110 220 968	4 372 268	112 676 771	
	(70 972 924)	(69 100 191)	(172 852)	(68 475 012)	
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)</b>					
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 16)	263 563 654	269 186 697	4 667 102	273 788 649	
Propriétés destinées à la revente (note 17)	2 270 406	2 223 612	143 282	2 366 894	
Stocks de fournitures	1 767 670	1 726 033	35 525	1 761 558	
Autres actifs non financiers (note 18)	853 695	1 173 500	16 838	455 467	
	268 455 425	274 309 842	4 862 747	278 372 568	
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	5 525 740	9 545 397	1 024 702	9 633 719	
Excédent de fonctionnement affecté	1 567 661	1 708 000	1 011 086	2 719 086	
Réserves financières et fonds réservés	466 909	2 249 747		2 249 747	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 448 217	(1 075 210)		(1 075 210)	
Financement des investissements en cours	785 432	(1 398 893)		(1 398 893)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	192 584 976	194 180 610	2 654 107	197 769 107	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
	197 482 501	205 209 651	4 689 895	209 897 556	
<b>Obligations contractuelles (note 19)</b>					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
<b>Rémunération</b>	1	23 999 900	21 984 932	23 963 610	24 434 797
<b>Charges sociales</b>	2	6 440 600	6 222 873	6 575 012	6 455 625
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	2 831 300	7 371 922	4 876 764	5 412 660
Autres biens et services	6	33 010 100	25 345 329	27 564 803	30 620 881
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	2 226 000	1 885 017	1 969 256	1 860 402
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	318 800	366 457	366 457	369 796
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	426 500	365 046	384 098	463 991
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	2 784 800	2 784 831	2 784 831	2 681 353
Transferts	13	857 800	887 793	155 000	835 100
Autres	14	2 064 700	1 342 236	63 696	87 566
Autres organismes					
Transferts	15	5 009 600	5 898 420	6 233 003	3 842 669
Autres	16				
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17	13 714 700	14 113 307	14 284 833	14 807 657
<b>Autres</b>					
▪ Remise rev. SDC	18	138 000	99 361	99 361	156 526
▪ Autres	19	2 028 800	2 475 771	2 475 771	435 827
▪	20				
	21	95 851 600	91 143 295	91 796 495	92 464 850

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 633 719	5 340 282
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 719 086	1 828 307
Réserves financières et fonds réservés	3	2 249 747	1 457 452
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 075 210 )(	3 448 217 )
Financement des investissements en cours	5	(1 398 893)	785 432
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	197 769 107	196 202 500
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	209 897 556	202 165 756
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	9 545 397	5 525 740
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	88 322	(185 458)
	11	9 633 719	5 340 282
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Réno-quartiers	12	209 900	
▪ Victo. habitation durable	13	40 991	105 609
▪ Subvention patrimoniale	14	122 591	110 091
▪ Remboursement dette	15	165 300	115 300
▪ Autres	16	281 118	246 118
▪ Équilibre budgétaire 2021	17	888 100	
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 708 000	577 118
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪ CIIV	22	1 011 086	1 251 189
▪	23		
▪	24		
	25	1 011 086	1 251 189
	26	2 719 086	1 828 307

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	1 330 330
Organismes contrôlés et partenariats	38	429 073
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	5 082
Organismes contrôlés et partenariats	40	3 284
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds parcs & terrains de jeux	45	34 552
▪ Produit cession PDR	46	990 543
	47	2 249 747
	48	1 457 452
	48	2 249 747
		1 457 452

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

2020

2019

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)****Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1<sup>er</sup> janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( 701 100 )	( 554 100 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	)	)

Avantages postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	)	( 2 496 000 )
---	----	---	---------------

Autres	52	)	)
--------	----	---	---

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	)	)
--	----	---	---

	54	( 701 100 )	( 3 050 100 )
--	----	-------------	---------------

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	)	)
---	----	---	---

Assainissement des sites contaminés	56	)	)
-------------------------------------	----	---	---

Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	)	)
--	----	---	---

Autres

▪ Utilisation stade baseball	58	( 374 110 )	( 398 117 )
------------------------------	----	-------------	-------------

▪	59	)	)
---	----	---	---

	60	( 1 075 210 )	( 3 448 217 )
--	----	---------------	---------------

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1<sup>er</sup> janvier 2000

Salaires et avantages sociaux	61	)	)
-------------------------------	----	---	---

Intérêts sur la dette à long terme	62	)	)
------------------------------------	----	---	---

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général	63	)	)
------------------------------	----	---	---

Utilisation du fonds de roulement	64	)	)
-----------------------------------	----	---	---

Mesure relative aux frais reportés

	65	)	)
--	----	---	---

Autres

▪	66	)	)
---	----	---	---

▪	67	)	)
---	----	---	---

	68	)	)
--	----	---	---

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ	69	)	)
--------------------------------------	----	---	---

Frais d'émission de la dette à long terme	70	)	)
---	----	---	---

Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	)	)
--	----	---	---

Autres

▪	72	)	)
---	----	---	---

▪	73	)	)
---	----	---	---

	74	)	)
--	----	---	---

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement	75		
---	----	--	--

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
---	----	--	--

Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de			
--	--	--	--

portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
---	----	--	--

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement			
---	--	--	--

liés à des emprunts de fonctionnement	78		
---------------------------------------	----	--	--

Autres	79		
--------	----	--	--

▪	80		
---	----	--	--

	81	( 1 075 210 )	( 3 448 217 )
--	----	---------------	---------------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82 1 581 841	2 063 761
Investissements à financer	83 ( 2 980 734 )	( 1 278 329 )
	84 (1 398 893)	785 432
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
<b>Éléments d'actif</b>		
Immobilisations	85 273 788 649	268 364 974
Propriétés destinées à la revente	86 2 366 894	2 413 688
Prêts	87 22 522	22 522
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 1 024 954	1 078 456
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 277 203 019	271 879 640
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 277 203 019	271 879 640
<b>Éléments de passif correspondant</b>		
Dette à long terme	93 ( 92 003 959 )	( 85 340 159 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 681 197 )	( 651 837 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 13 130 653	10 149 551
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 113 741	158 455
	98 ( 79 440 762 )	( 75 683 990 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( 6 850 )	( 6 850 )
	100 ( 79 433 912 )	( 75 677 140 )
	101 197 769 107	196 202 500

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Victoriaville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des salaires les mieux rémunérées. La dernière évaluation actuarielle a été produite au 31 décembre 2019.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants et de la Ville s'élèvent à 9,0 % du salaire. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2 % (1,8 % à compter de 2013) du salaire final multiplié par le nombre d'années de participation. Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des trois (cinq à compter de 2013) années les mieux rémunérées de service du participant.

	2020	2019
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (2 959 000)	(3 113 000)
Charge de l'exercice	4 ( 2 358 000 )	( 2 387 000 )
Cotisations versées par l'employeur	5 2 366 000	2 541 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (2 951 000)	(2 959 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 78 476 000	73 432 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 84 296 000 )	( 78 499 000 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (5 820 000)	(5 067 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 2 869 000	2 108 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (2 951 000)	(2 959 000)
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (2 951 000)	(2 959 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 78 476 000	73 432 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 84 296 000 )	( 78 499 000 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( 5 820 000 )	( 5 067 000 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 054 000	3 020 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 054 000	3 020 000
Cotisations salariales des employés	21 (	1 527 000 )(	1 510 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	) (	)
	23	1 527 000	1 510 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	557 000	566 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪			
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	2 084 000	2 076 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	4 492 000	4 281 000
Rendement espéré des actifs	33 (	4 218 000 )(	3 970 000 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	274 000	311 000
Charge de l'exercice	35	2 358 000	2 387 000
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	4 977 000	4 100 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	4 218 000 )(	3 970 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	759 000	130 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(2 077 000)	(7 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	3 826 000	(3 498 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	80 010 000	75 073 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	7 000	230 900
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	2 916 000	1 833 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	15
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)</b>			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,41 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

La Ville offre à ses retraités et futurs retraités un régime complémentaire de retraite jusqu'à l'âge de 65 ans. Le régime est offert aux cadres, aux cols blancs et aux cols bleus retraités. Ce régime comprend une protection pour l'assurance vie, pour l'assurance mort et mutilation accidentelles, pour l'assurance maladie et pour l'assurance soins dentaires. Toutefois, l'assurance soins dentaires est exclusivement pour les participants cadres. Les personnes à charge des retraités sont admissibles aux protections d'assurance vie, d'assurance maladie et d'assurance soins dentaires. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2019.

Les protections d'assurance vie et d'assurance mort et mutilation accidentelles prévoient une couverture de 20 000 \$ par adhérent. Les protections d'assurance vie offertes aux conjoints et aux enfants sont respectivement de 5 000 \$ et 2 000 \$. La couverture cesse lorsque l'adhérent atteint l'âge de 65 ans.

D'un autre côté, la protection d'assurance maladie couvre les médicaments, les soins hospitaliers, les soins visuels, les soins paramédicaux, l'assurance voyage et l'assurance soins dentaires (pour les participants cadres). Comme dans le cas de l'assurance vie, la couverture cesse lorsque l'adhérent atteint 65 ans.

Les primes sont versées à 50 % par l'employeur et à 50 % par l'adhérent.

	2020	2019
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 607 700)	(2 501 700)
Charge de l'exercice	56 ( 139 400 )	( 154 900 )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 38 600	48 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (2 708 500)	(2 607 700)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( 1 931 400 )	( 1 755 400 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 931 400)	(1 755 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (777 100)	(852 300)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 708 500)	(2 607 700)
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (2 708 500)	(2 607 700)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	1
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( 1 931 400 )	( 1 755 400 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( 1 931 400 )	( 1 755 400 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	137 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	134 100
	72	137 000
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75	137 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(38 200)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(21 900)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	98 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	40 600
Rendement espéré des actifs	85 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	40 600
Charge de l'exercice	87	139 400
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(37 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	92	228 200
Prestations versées au cours de l'exercice	92	38 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	14
		14

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,10 %	2,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 7,40 %	7,60 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,90 %	4,90 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2030	2030
Autres hypothèses économiques		
▪ Tx d'aug, soins dent. initial	104 5	6
▪ Tx d'aug, soins dent. ultime	105 4	4

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
S/O			
		<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		2
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115	126 200	122 100
Autres régimes	116		
	117	126 200	122 100

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		<b>2020</b>	<b>2019</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	11	11

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des  
 Rapport financier consolidé 2020 | 34 |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	119	24 500	24 000
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	120	83 600	82 600
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	16 300	16 100
	122	99 900	98 700
<b>Note</b>			

Renseignements financiers consolidés non audités

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	51 637 300	52 394 030	49 082 435
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	1 638 600	1 664 021	810 222
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6	6 740 700	6 918 000	7 426 127
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	60 016 600	60 976 051	57 318 784
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	4 507 300	4 473 058	4 292 884
Égout	11	666 500	670 255	898 324
Traitement des eaux usées	12	1 561 400	1 543 562	1 124 681
Matières résiduelles	13	4 325 200	4 387 599	4 300 458
Autres				
▪ Trav. entretien cours d'eau	14		4 373	4 373
▪ Vidange fosse septique	15	145 700	137 428	136 514
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	254 500	247 642	250 081
Service de la dette	18	128 800	120 006	253 946
Pouvoir général de taxation	19	255 800	152 293	152 293
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21	634 000	27 340	167 237
	22	12 479 200	11 763 556	11 424 125
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24	138 000	103 127	150 722
	25	138 000	103 127	150 722
	26	12 617 200	11 866 683	11 574 847
	27	72 633 800	72 842 734	68 893 631

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	316 400	314 158	296 429
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	4 200	4 212	4 156
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	320 600	318 370	300 585
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	1 374 400	1 378 631	1 332 496
Cégeps et universités	34	792 700	803 403	777 597
Écoles primaires et secondaires	35	1 548 600	1 542 286	1 518 787
	36	3 715 700	3 724 320	3 628 880
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	4 036 300	4 042 690	3 929 465
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	42 300	46 333	39 998
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	1 300	1 601	1 231
Taxes d'affaires	44			
	45	43 600	47 934	41 229
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	4 800	4 783	4 783
	48	4 800	4 783	4 783
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	125 100	124 040	124 487
	51	125 100	124 040	124 487
	52	4 209 800	4 219 447	4 099 964

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53	13 800		24 252
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54	619 400		601 279
Sécurité incendie	55	4 000	1 600	15 573
Sécurité civile	56	10 000	19 151	17 600
Autres	57		22 500	22 500
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	63 200	66 099	72 972
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	52 500		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	615 000	539 632	569 874
Transport adapté	62	520 300	637 831	520 226
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	27 600	28 702	794
Réseau de distribution de l'eau potable	69	71 800	73 247	76 506
Traitement des eaux usées	70	76 300	112 753	92 988
Réseaux d'égout	71	83 300	90 094	87 846
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74	548 700	524 120	568 966
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	40 000	53 043	24 463
Autres	79		9 746	1 750

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	29 400	1 231	128 827
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	24 100	26 268	38 690
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	182 000	226 103	176 167
Autres	89	60 000	62 445	67 376
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	3 041 400	2 494 565	3 086 149

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			7 521
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	904 000	1 908 026	1 908 026
Enlèvement de la neige	98			3 970 045
Autres	99	500 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104	17 000		
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	938 000	73 043	73 043
Réseau de distribution de l'eau potable	108	209 000	278 321	278 321
Traitement des eaux usées	109	25 000		38 790
Réseaux d'égout	110	1 095 000	1 951 703	1 951 703
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117	130 000		4 998
Autres	118			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124		8 758	
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126	77 400	77 400	446 387
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	3 818 000	4 288 493	4 297 251
				11 019 336

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	861 000	466 323	569 936
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	1 192 200	1 233 556	1 192 114
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		3 374 382	3 374 382
	141	2 053 200	5 074 261	1 762 050
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	142	8 912 600	11 857 319	15 867 535

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145	349 200	352 303	343 155
	146	349 200	352 303	343 155
<b>Sécurité publique</b>				
Police	147			
Sécurité incendie	148	694 600	692 440	753 161
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	694 600	692 440	753 161
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	152		2 491	2 649
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			14 077
	157		2 491	16 726
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159	55 000	62 384	65 771
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161		2 692	4 488
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			539
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			22 500
Autres	169			
	170	55 000	65 076	93 298

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	179	904 800	868 123	883 033
Activités culturelles				
Bibliothèques	180	152 600	165 115	146 964
Autres	181			
	182	1 057 400	1 033 238	1 029 997
<b>Réseau d'électricité</b>	183			
	184	2 156 200	2 145 548	2 236 337

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	45 500	57 401	49 925
	188	45 500	57 401	49 925
<b>Sécurité publique</b>				
Police	189			
Sécurité incendie	190	19 600	19 043	23 344
Sécurité civile	191		9 995	9 995
Autres	192			
	193	19 600	29 038	23 344
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	18 000	10 430	17 803
Enlèvement de la neige	195	60 000	75 073	94 009
Autres	196	299 300	139 853	381 295
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197	756 300	474 340	675 525
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200	71 900	67 891	581 411
Autres	201	98 000	99 702	100 008
	202	1 303 500	867 289	1 148 744
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204	50 000	76 884	60 015
Traitement des eaux usées	205		170	38 546
Réseaux d'égout	206	35 000	53 938	36 986
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208		1 295	1 295
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			52 839
Autres	212	23 000	12 737	23 702
	213	108 000	145 024	212 088

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216	44 268	44 268	217
	217	44 268	44 268	217
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	500	230 476	220 786
	222	500	230 476	220 786
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	223	1 659 600	870 829	1 852 912
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	26 900	8 462	27 722
Autres	225	18 500	912	18 838
	226	1 705 000	880 203	1 899 472
<b>Réseau d'électricité</b>	227			
	228	3 182 100	2 023 223	4 255 883
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	229	5 338 300	4 168 771	6 492 220

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
	2020	2020	2020	2019
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	230	166 100	239 662	190 936
Droits de mutation immobilière	231	1 650 000	2 635 394	2 455 571
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	1 816 100	2 875 056	2 646 507
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	235	1 449 000	1 417 590	1 405 285
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	236	100 000	57 429	272 879
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	237	373 000	240 451	389 315
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		12 613	(89 432)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239	141 800	102 995	890 440
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241	35 000	861 027	1 224 650
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244	16 000	76 446	70 753
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	10 000	37 457	193 059
	247	202 800	1 090 538	2 289 470
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	248		101 110	101 110

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
1	3 043 700	2 583 794	29 295	2 613 089	2 613 089	2 631 083
2	1 530 500	1 381 319	5 109	1 386 428	1 386 428	1 460 110
3	4 012 500	4 045 946	273 392	4 319 338	4 319 338	4 177 410
4	948 500	957 477	36 604	994 081	994 081	943 822
5	825 100	1 040 298	12 437	1 052 735	1 052 735	895 716
6	537 500	455 352	174 150	629 502	629 502	983 074
7						
8	10 897 800	10 464 186	530 987	10 995 173	10 995 173	11 091 215
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
9	6 276 400	5 686 760		5 686 760	5 686 760	6 085 647
10	4 724 600	4 590 968	365 292	4 956 260	4 956 260	4 682 818
11	199 500	140 029	15 139	155 168	155 168	186 789
12	438 000	463 853	210	464 063	464 063	386 987
13	11 638 500	10 881 610	380 641	11 262 251	11 262 251	11 342 241
<b>TRANSPORT</b>						
14	4 579 500	4 305 152	5 143 620	9 448 772	9 448 772	9 309 581
15	4 699 700	4 311 022	129 093	4 440 115	4 440 115	5 429 773
16	561 100	507 558	84 951	592 509	592 509	628 942
17	1 295 900	1 138 872	172 968	1 311 840	1 311 840	1 247 950
18	2 959 000	2 155 922	3 682	2 159 604	2 158 528	2 600 443
19	412 000	404 462	164 970	569 432	794 728	916 574
20						
21	1 574 000	1 490 034	161 250	1 651 284	1 651 284	1 583 937
22	16 081 200	14 313 022	5 860 534	20 173 556	20 397 776	21 717 200

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 707 800	2 597 792	485 432	3 083 224	2 945 165
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 629 500	1 347 742	1 169 158	2 516 900	2 976 235
Traitement des eaux usées	25	3 388 700	3 679 876	1 338 222	5 018 098	4 459 722
Réseaux d'égout	26	2 022 700	1 985 554	1 999 259	3 984 813	4 668 913
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 633 900	1 525 366	2 960	1 528 326	1 547 833
Élimination	28	926 700	945 305		945 305	865 847
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 225 600	1 145 687		1 145 687	1 147 895
Tri et conditionnement	30	514 600	495 803		495 803	330 186
Matières organiques						
Collecte et transport	31	862 500	958 470		958 470	922 528
Traitement	32	359 700	381 721		381 721	367 826
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	179 500	160 866	22 319	183 185	207 981
Protection de l'environnement	38	1 209 900	1 018 898	54 998	1 073 896	1 259 077
Autres	39	679 100	618 340	33 822	652 162	655 967
	40	17 340 200	16 861 420	5 106 170	21 967 590	22 355 175
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	184 000	257 666		257 666	133 226
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	1 477 300	1 248 340	20 133	1 268 473	1 322 338
	44	1 661 300	1 506 006	20 133	1 526 139	1 455 564

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
45	1 969 300	1 590 081	3 695	1 593 776	1 593 776	1 542 041
Aménagement, urbanisme et zonage						
46	478 100	387 844		387 844	387 844	337 505
Rénovation urbaine						
47	39 000	205 948		205 948	205 948	40 131
Biens patrimoniaux						
Autres biens						
Promotion et développement économique						
48	1 667 900	1 414 701	94 105	1 508 806	1 776 837	1 996 021
Industries et commerces						
49	627 500	519 445		519 445	519 445	614 811
Tourisme						
50	35 800	32 795		32 795	32 795	42 933
Autres						
51	1 977 600	100 544	1 769	102 313	103 213	857 846
Autres						
52	6 795 200	4 251 358	99 569	4 350 927	4 619 858	5 431 288
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
53	2 168 200	2 624 110	69 871	2 693 981	2 709 809	2 231 198
Centres communautaires						
54	3 275 900	3 072 486	637 065	3 709 551	3 734 486	3 808 966
Pâtinoires intérieures et extérieures						
55	1 580 100	1 231 991	264 233	1 496 224	1 494 095	1 760 265
Piscines, plages et ports de plaisance						
56	3 014 700	2 538 265	1 007 845	3 546 110	3 564 234	4 006 154
Parcs et terrains de jeux						
57						
Parcs régionaux						
58						
Expositions et foires						
59	517 300	449 274		449 274	449 274	457 187
Autres						
60	10 556 200	9 916 126	1 979 014	11 895 140	11 951 898	12 263 770
Activités culturelles						
61	119 200	90 680	42 383	133 063	133 063	160 680
Centres communautaires						
62	2 146 000	1 817 785	93 876	1 911 661	1 911 661	2 170 200
Bibliothèques						
Patrimoine						
63	56 900	53 244		53 244	53 244	56 387
Musées et centres d'exposition						
64	99 400	71 511		71 511	71 511	98 171
Autres ressources du patrimoine						
65	1 773 700	4 186 520		4 186 520	4 186 520	1 628 770
Autres						
66	4 195 200	6 219 740	136 259	6 355 999	6 355 999	4 114 208
Autres						
67	14 751 400	16 135 866	2 115 273	18 251 139	18 307 897	16 377 978

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts		2 327 800	2 044 257	2 044 257	2 128 496	2 028 255
Autres frais		217 000	207 217	207 217	207 217	201 943
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs		320 000	314 600	314 600	314 600	353 700
Autres		106 500	50 446	50 446	69 498	110 291
		2 971 300	2 616 520	2 616 520	2 719 811	2 694 189
	73					
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>						
	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
		13 714 700	14 113 307 (	14 113 307 (		
	75					

# **Autres renseignements financiers non audités**

Exercice terminé le 31 décembre 2020

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

## **Autres renseignements**

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019	
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	1 381 673	1 381 673	1 741 180
	Usines de traitement de l'eau potable	2	1 841 895	1 841 895	504 480
	Usines et bassins d'épuration	3	143 937	143 937	1 667 745
	Conduites d'égout	4	4 642 712	4 642 712	8 190 162
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 374 435	7 374 435	10 900 719
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	167 732	167 732	15 254
	Aires de stationnement	9	1 110 284	1 110 284	59 525
	Parcs et terrains de jeux	10	763 413	763 413	797 245
	Autres infrastructures	11	156 228	156 228	440 066
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	831 340	796 086	542 109
	Édifices communautaires et récréatifs	14	374 956	374 956	3 920 755
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	217 708	217 708	1 266 357
	Ameublement et équipement de bureau	18	424 682	438 125	296 240
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	131 998	144 647	945 507
	Terrains	20	298 419	279 739	2 976
	Autres	21	26 581	26 581	231 262
		22	19 887 993	19 860 151	31 521 582

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

*Non audité*

Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	816 219	816 219	965 450
	Usines de traitement de l'eau potable	24	1 803 293	1 803 293	504 480
	Usines et bassins d'épuration	25	8 463	8 463	45 122
	Conduites d'égout	26	2 626 762	2 626 762	4 011 033
	Autres infrastructures	27	8 675 895	8 675 895	10 196 906
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	565 454	565 454	775 730
	Usines de traitement de l'eau potable	29	38 602	38 602	
	Usines et bassins d'épuration	30	135 474	135 474	1 622 623
	Conduites d'égout	31	2 015 950	2 015 950	4 179 129
	Autres infrastructures	32	896 197	896 197	2 015 903
	Autres immobilisations	33	2 305 684	2 277 842	7 205 206
		34	19 887 993	19 860 151	31 521 582

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	115 300	100 000	50 000	165 300
Réserves financières et fonds réservés	3	990 543		76 208	914 335
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 067 794		133 434	934 360
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	73 668 808	12 257 822	8 386 122	77 540 508
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	75 842 445	12 357 822	8 645 764	79 554 503
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	10 149 551	3 930 060	948 958	13 130 653
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	10 149 551	3 930 060	948 958	13 130 653
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	10 149 551	3 930 060	948 958	13 130 653
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	10 149 551	3 930 060	948 958	13 130 653
	19	85 991 996	16 287 882	9 594 722	92 685 156
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	85 991 996	16 287 882	9 594 722	92 685 156

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	89 588 042
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	2 980 734
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	1 079 635
Débiteurs	9	13 130 653
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	425 879
Autres		
▪ Oblig. émises en vertu du PL54	13	7 159
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	77 925 450
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	16	3 097 111
Endettement net à long terme	17	81 022 561
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	18	8 465 314
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	89 487 875
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	89 487 875
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1	2 100	2 125	2 103
Évaluation	2			
Autres	3	711 200	711 237	602 302
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	39 400	39 424	30 346
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	556 200	556 189	529 103
Cours d'eau	13	155 400	155 407	140 127
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17	157 400	157 362	152 283
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	261 700	261 726	316 396
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	857 700	857 619	858 518
Autres	21			7 500
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	43 700	43 742	42 675
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>	24			
	25	2 784 800	2 784 831	2 681 353

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	19 887 993	31 479 726
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	19 887 993	31 479 726

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
1	48,52	37,50	94 370,36	5 145 934	1 427 317	6 573 251
2	19,68	36,00	37 021,50	1 610 793	455 261	2 066 054
3	87,15	32,50	144 476,70	5 139 872	1 626 111	6 765 983
4	121,11	40,00	227 068,58	7 219 340	2 081 484	9 300 824
5						
6	27,14	40,00	59 234,25	2 256 206	490 780	2 746 986
7						
8	303,60		562 171,39	21 372 145	6 080 953	27 453 098
9	11,00			612 787	141 920	754 707
10	314,60			21 984 932	6 222 873	28 207 805

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Gouvernement du Québec			Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement				
Transport en commun	11	1 177 463				1 177 463
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	28 702	9 612	63 431		101 745
Reseau de distribution de l'eau potable	13	73 247	112 602	165 718		351 567
Traitement des eaux usées	14	112 753				112 753
Reseaux d'égout	15	90 093	810 431	1 141 273		2 041 797
Autres	16	6 086 568	1 047 803	937 623		8 071 994
	17	7 568 826	1 980 448	2 308 045		11 857 319

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	1	5 446	6 176
Évaluation	2	9 004	11 096
Autres	3	142 403	203 943
	4	156 853	221 215
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	4 580	14 099
Sécurité incendie	6	71 581	65 970
Sécurité civile	7	863	821
Autres	8		
	9	77 024	80 890
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	907 549	867 281
Enlèvement de la neige	11	42 079	53 754
Autres	12	48 732	65 599
Transport collectif	13	16 104	44 681
Autres	14	17 141	24 226
	15	1 031 605	1 055 541
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	53 693	28 622
Réseau de distribution de l'eau potable	17	328 785	175 031
Traitement des eaux usées	18	216 109	388 506
Réseaux d'égout	19	339 189	196 250
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	405	519
Autres	22		
Cours d'eau	23	20 347	20 065
Protection de l'environnement	24	5 930	10 465
Autres	25	9 580	11 780
	26	974 038	831 238
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	4 563	1 983
	30	4 563	1 983
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	14 198	15 153
Rénovation urbaine	32	1 385	1 544
Promotion et développement économique	33	81 617	66 823
Autres	34		
	35	97 200	83 520
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	230 981	257 570
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	17 102	20 670
Autres	38	27 154	11 131
	39	275 237	289 371
<b>Réseau d'électricité</b>	40		
	41	2 616 520	2 563 758

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. André Bellavance	Maire	108 175	17 044	5 922	
Mme Caroline Pilon	Conseiller	29 057	14 529		
M. Benoît Gauthier	Conseiller	29 057	14 529		
M. Patrick Paulin	Conseiller	29 057	14 529	185	93
M. Alexandre Côté	Conseiller	29 057	14 529	309	154
M. Yanick Poisson	Conseiller	29 057	14 529	185	93
M. Marc Morin	Conseiller	29 057	14 529	123	62
M. Yannick Fréchette	Conseiller	29 057	14 529	123	62
Mme Chantal Moreau	Conseiller	29 057	14 529		
M. Michael Provencher	Conseiller	29 057	14 529		
Mme Sophie Lambert	Conseiller	29 057	14 529	617	309

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____	1 613 000 \$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2	<input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
<b>Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement</b>			
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5	<input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	7	_____	\$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8	<input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>
5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	_____	\$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	_____	\$
Ligne 13 : Débiteurs	15	_____	\$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	_____	\$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	_____	\$
Ligne 18 : Créanciers et charges à payer	18	_____	\$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	_____	\$

**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22	71 457 \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25	334 006 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28	152 293 \$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31	\$	
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 <input type="checkbox"/>	35 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 <input type="checkbox"/>	37 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38	\$	
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 <input type="checkbox"/>	40 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41	\$	
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 <input checked="" type="checkbox"/>	43 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	44	77 067 \$	
b) autres formes d'aide	45	75 000 \$	

**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

## 10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 \_\_\_\_\_ \$

Facteur comparatif de 2020

47 \_\_\_\_\_

Valeur uniformisée

48 \_\_\_\_\_ \$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

50 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

51 \_\_\_\_\_ \$

b) Dépenses d'investissement

52 \_\_\_\_\_ \$

c) Total des frais encourus admissibles

53 \_\_\_\_\_ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

54 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

55 \_\_\_\_\_

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*56  57 

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

58 \_\_\_\_\_ 670-11-11

b) Date d'adoption de la résolution

59 \_\_\_\_\_ 2011-11-07

## 13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

*Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

60 \_\_\_\_\_

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

61 \_\_\_\_\_

*Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

62 \_\_\_\_\_

d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :

63 \_\_\_\_\_

Indiquer la race de chien

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

▪ a causé sa mort

64 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 \_\_\_\_\_

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 \_\_\_\_\_

67 \_\_\_\_\_

*Dispositions pénales*

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 \_\_\_\_\_

69  70

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Victoriaville | 39062 |

# Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

A la trésorière de la "VILLE DE VICTORIAVILLE",

### Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

A notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la "VILLE DE VICTORIAVILLE" de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Josée Laflamme*

JOSÉE LAFLAMME, CPA AUDTRICE CGA  
VICTORIAVILLE, LE 5 JUILLET 2021

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1	72 842 734
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>152 067</u>
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	152 067
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	103 127
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 607 153
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	247 642
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u>                    </u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<u><b>64 036 879</b></u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	4 136 111 900
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>4 196 697 400</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u><b>4 166 404 650</b></u>

<b>TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020</b> (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u><b>1,5370 / 100 \$</b></u>
--	----	-------------------------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**Non audité**

OUI      NON      S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1  2 

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3  4 

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5  6 

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7  8 

**Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9  10  11 

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12  13  14 

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15  16  17 

**La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18  19  20 

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21  22

# **Données prévisionnelles non auditées**

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

# Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	52 411 500
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	2 494 200
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	6 136 700
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	61 042 400

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	4 623 700
Égout	11	411 600
Traitement des eaux usées	12	1 621 800
Matières résiduelles	13	4 599 400
Autres		
Vidange des fosses septiques	14	148 500
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	250 100
Service de la dette	18	120 900
Pouvoir général de taxation	19	150 000
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	1 576 000
	22	13 502 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	125 000
	25	125 000
	26	13 627 000
	27	74 669 400

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	314 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	4 200
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	318 200

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 403 500
Cégeps et universités	7	818 600
Écoles primaires et secondaires	8	1 642 500
	9	3 864 600

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	4 182 800

**GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	42 300
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 800
Taxes d'affaires	17	
	18	44 100

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	4 800
	21	4 800

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	123 200
	24	123 200
	25	4 354 900

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
1	Taxe foncière générale (taux unique)	X	/100 \$				
2	Taxe foncière générale (taux variés)						
3	Résiduelle (résidentielle et autres)	2 822 934 185 X	1,0500 /100 \$				29 640 800
4	Immeubles de 6 logements ou plus	347 152 449 X	1,0500 /100 \$				3 645 100
5	Immeubles non résidentiels	727 311 777 X	/100 \$				
6	Immeubles industriels	172 407 984 X	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
7	Immeubles non résidentiels	X	/100 \$				
8	Autres	37 362 300 X	1,7500 /100 \$				653 900
9	Immeubles agricoles	49 819 300 X	1,0500 /100 \$				523 100
	<b>Total</b>					17 948 600	52 411 500
<b>Taxes spéciales</b>							
10	Service de la dette (taux unique)	X	/100 \$				
11	Service de la dette (taux variés)						
12	Résiduelle (résidentielle et autres)	X	/100 \$				
13	Immeubles de 6 logements ou plus	X	/100 \$				
14	Immeubles non résidentiels	X	/100 \$				
15	Immeubles industriels	X	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
16	Immeubles non résidentiels	X	/100 \$				
17	Autres	X	/100 \$				
18	Immeubles agricoles	X	/100 \$				
	<b>Total</b>						

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
	19	4 156 987 995 x 0,0600	/100 \$	2 494 200			
Activités de fonctionnement (taux unique)							
Activités de fonctionnement (taux variés)							
	20	x	/100 \$				
	21	x	/100 \$				
	22	x	/100 \$				
	23	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
	24	x	/100 \$				
	25	x	/100 \$				
	26	x	/100 \$				
	27			2 494 200			2 494 200
<b>Taxes spéciales</b>							
	28	x	/100 \$				
Activités d'investissement (taux unique)							
Activités d'investissement (taux variés)							
	29	x	/100 \$				
	30	x	/100 \$				
	31	x	/100 \$				
	32	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
	33	x	/100 \$				
	34	x	/100 \$				
	35	x	/100 \$				
	36						
<b>Valeur locative imposable</b>							
	37	x	%				
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>							

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)</b>	<b>Par unité de logement</b>
Eau	1 <u>167,43</u> \$
Égout	2 <u>17,57</u> \$
Eau et égout	3 _____ \$
Traitement des eaux usées	4 _____ \$
Matières résiduelles	5 <u>187,00</u> \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code	Préciser
Taxe secteur - trav. aqueduc et égouts		2 - du mètre carré	Taux selon les coûts
Taxe secteur - trav. aqueduc et égouts		3 - du mètre linéaire	Taux selon les coûts
Assainissement des eaux	0,1700	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Voirie	0,0600	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Mat. résiduelle - habitation saisonnière	140,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Plutôt que 187 \$
Taxe d'égouts au compteur	0,0600	7 - autres (préciser)	Du m. cube min. 17,57\$
Taxe d'eau au compteur	0,4000	7 - autres (préciser)	Du m. cube min. 167,43\$
Taxes d'égouts selon particul. diverses		4 - tarif fixe (compensation)	De 0,07\$ à 263,55\$
Taxes d'eau selon particul. diverses		4 - tarif fixe (compensation)	De 0,67\$ à 2 511,45\$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	74 669 400
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	125 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 501 542
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	250 100
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>65 792 758</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	<u>4 156 987 995</u>
--	----	----------------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021**  
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<u>1,5827 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	14 798 900	3 689 500	676 300	3 853 400	553 000	
De secteur	2	1 079 200	224 500	55 400	515 100	73 900	
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	552 000	1 656 800		1 472 700		
<b>Taxes d'affaires</b>							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	125 000					
	8	16 555 100	5 570 800	731 700	5 841 200	626 900	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>				
Générales	1	31 334 600		54 905 700
De secteur	2	4 188 600		6 136 700
Autres	3			
<b>Taxes sur une autre base</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	4	120 900		120 900
Autres	5	9 438 800	9 000	13 131 000
<b>Taxes d'affaires</b>				
Sur la valeur locative	6			125 000
Autres	7			
	8	45 082 900	9 000	74 419 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
Non-résidentiel < 500 000\$ = 277 476 536 \$ x 1.95\$/100\$ = 5 410 800 \$			
Non-résidentiel > 500 000\$ = 449 835 241 \$ x 1.99\$/100\$ = 8 951 700 \$			
-----			
727 311 777 \$			-----
			14 362 500 \$
Industriel =			
172 407 984 \$ x 2.08\$/100\$ = 3 586 100 \$			
			-----
Total =			17 948 600 \$
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	333 107 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-07	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>98 335 600 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>7 219 300 \$</u>
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>2 984 100 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

## ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, CATHERINE OUELLET, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Victoriaville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 5 juillet 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Victoriaville.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Victoriaville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Victoriaville détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-07-05 09:42:43

Date de transmission au Ministère :